

*Nos textes sont transféminisés. Leur lecture en est différente et politique car elle rend visible la multiplicité de sexes et de genres

Au moment de la réforme REP + et de la redéfinition de la carte en 2014, le ministère a fait sortir les lycées professionnels et généraux de l'Education Prioritaire, avançant comme argument la priorité donnée à la scolarité obligatoire dans la refondation de l'éducation prioritaire • Les lycées et notamment les élèveS* s'étaient alors mis en grève et ont multiplié les manifestations et les blocages • La ministre avait reculé en mettant en place un moratoire de deux ans, maintenant provisoirement les moyens attribués à l'EP • Nous arrivons au bout de ces deux années et le ministère refuse toujours de rouvrir le dossier des lycées, ne proposant pour l'instant qu'un nouveau moratoire de deux ans, renvoyant ainsi le dossier à la prochaine mandature en 2018 • Inadmissible !

La suppression de ces moyens n'est pas envisageable

La première conséquence serait la dégradation des conditions d'enseignement et de réussite des élèveS de ces lycées accueillant une majorité d'élèveS issus de milieux défavorisés : hausse des effectifs par classe, baisse de l'offre d'options et des cours en demi-groupe, etc. Cela signifierait aussi une dégradation des conditions de travail des personnels.

Par ailleurs, les personnelEs perdraient leur prime ZEP et leurs bonifications pour les mutations. Cette dégradation des conditions d'enseignement et de la rémunération entraînerait une rotation accrue des équipes pédagogiques mettant en péril le travail en équipes essentiel à la réussite des élèveS dans ce type d'établissement.

Au moment de la sortie du rapport du Cnesco soulignant l'échec de la politique de l'éducation prioritaire par manque d'ambition, les personnelE travaillant dans les lycées vivent les dernières déclarations de Belkacem comme une trahison, un abandon et un manque de reconnaissance. Des sentiments d'autant plus exacerbés lorsqu'on sait que la part des lycées de l'EP dans le budget total de l'éducation nationale ne représente quasiment rien (moins de 3%) et que le ministère a largement les capacités de financer ces moyens.

Depuis le début de l'année, notamment avec la mise en place du collectif touche pas à ma ZEP, né dans la région parisienne, les lycées de l'EP se mobilisent. Pour notre académie, cela concerne les trois lycées généraux de Marseille (Saint Exupéry, Diderot et Hugo) ainsi que 17 lycées professionnels qui seront en grève et en manifestation le 17 novembre soutenus par une intersyndicale large.

GREVE NATIONALE

14 h - LP Le Châtelier

jeudi 17 novembre

ASSEMBLEE GENERALE

17 h Bourse du travail

Pour Sud éducation 13, ce combat pour le maintien des lycées dans l'EP ne doit pas être celui exclusivement des personnels y travaillant. C'est un combat politique bien plus large que celui des moyens, il s'agit en fait de lutter contre la relégation des quartiers populaires, de lutter contre un désengagement de plus de l'État dans les quartiers les plus défavorisés. A ce titre, Sud éducation 13 estime qu'il est nécessaire de mener ce combat en convergence avec les élèveS et leurs familles et appelle tous les personnelEs à soutenir ce mouvement, à participer aux différentes actions et à envoyer un courrier d'établissement au rectorat pour le faire savoir.

Pour Sud éducation 13, le mouvement doit se construire au sein du collectif « Touche pas à ma ZEP », il ne s'agit pas de se contenter de le déléguer aux organisations syndicales. Dans ce type de lutte, toutEs les personnelEs doivent s'approprier les décisions et les moyens d'action, l'auto organisation des personnelEs est essentielle à la réussite d'un



mouvement de masse victorieux. C'est pourquoi nous appelons les collègueS à venir participer en nombre aux AG et notamment à celle du 17 novembre à 17h à la Bourse du Travail.